

Nous publions ici une chronologie détaillée de ce qui a conduit à la situation actuelle de guerre en Ukraine.

Cette chronologie, en sa rude et sèche succession qui remonte au début du XXI^e siècle, vise à désenchevêtrer les différents enjeux politiques qui s'y trouvent désormais entremêlés en sorte de clarifier la perspective d'une position politique communiste.

Pour autant, la revue, qui partage avec Tato Tatiano la conviction que cette guerre ne saurait d'aucunes manières être nôtre, n'entérine pas nécessairement toutes les positions et qualifications politiques personnellement avancées par l'auteur de cette chronologie.

Plus que toutes autres, les questions politiques posées aux communistes par la situation internationale présente et à venir appellent dans cette revue des échanges diversifiés et soutenus. La discussion sur cette chronologie et ce qu'elle fait ou non apparaître comme types nouveaux de conflit devra donc se poursuivre.

TATO TATIANO : *CHRONOLOGIE COMMENTÉE DE LA GUERRE EN UKRAINE*

Points introductifs

- Il convient de distinguer trois guerres : une guerre civile interne à l'Ukraine, une guerre Ukraine-Russie et une guerre EU-Russie (que mène l'Ukraine par procuration et qui engage une partie de l'OTAN).
 - Entre 2014 et 2022, ces trois guerres ont lieu en parallèle, la première et la deuxième occupant la place dominante.
 - Entre février 2022 et fin mars 2022, c'est la guerre Ukraine-Russie qui domine.
 - Depuis avril 2022, c'est la guerre EU-Russie (déléguée à l'Ukraine) qui domine largement.

On reviendra sur les raisons de ne pas les confondre.

Points militants

- 1 Dans l'absence d'une alternative réellement émancipatrice, le point n'est pas de déterminer si l'Euromaïdan avait raison ou pas de se tourner vers l'Union européenne, l'alternative de se tourner vers la Russie ayant été tout autant problématique. Cette question est plus géopolitique que militante.
- 2 À l'issue de l'Euromaïdan, Ianoukovitch aurait dû partir selon la manière qui avait été négociée avec la direction de l'Euromaïdan.
- 3 Les choses ne s'étant pas passées ainsi, son départ s'avère constituer un coup d'État.
- 4 Les États-Unis sont responsables d'avoir poussé à ce coup d'État quand, de son côté, la Russie est responsable d'avoir provoqué les séparatistes fascistes qui ont ainsi réagi.
- 5 Les fascistes internes des deux côtés ainsi que les États-Unis et la Russie sont co-responsables de la guerre civile qui a suivi le coup d'État. Les opportunistes qui ont ensuite changé de position, passant d'un accord avec Ianoukovitch au ralliement à un des camps de la guerre civile, sont devenus des complices des responsables précédents.
- 6 La guerre civile en Ukraine est guidée par deux idées séparatistes d'une Ukraine séparée en deux : d'un côté, une Ukraine « de l'Ouest » (de l'Occident) et de l'autre une Ukraine « de l'Est » (de la Russie). Contre cela, il faut soutenir une idée de l'Ukraine comme pont émancipé entre les parties ouest et est de l'Europe (et non pas de l'Union européenne !). La diversité historique et ethnique du pays comme sa position géographique sont au principe de cette idée. Et cette idée d'une Ukraine comme pont émancipé doit être constituée avec les Ukrainiens qui refusent de s'orienter selon l'idée d'une séparation ouest-est.

- 7 La guerre Ukraine-Russie sert avant tout les appétits privés, internes et étrangers, et nullement l'idée d'un pays réellement indépendant. Il nous faut donc lutter sur deux fronts : les deux fronts où agissent chacun des responsables de la guerre actuelle.

La guerre OTAN-Russie par procuration de l'Ukraine sert avant tout la préparation d'une troisième guerre mondiale, de caractère fondamentalement interimpérialiste, guerre à laquelle il faut s'opposer sans restriction. Cette opposition implique de rappeler que les États-Unis sont coresponsables de la guerre Ukraine-Russie au même titre que la Russie, que les groupes fascistes sont responsables du coup d'État de 2014 et sont les catalyseurs de la guerre civile qui s'en est suivie. À la vision séparée de « deux Ukraines », il faut opposer comme on l'a dit le principe d'une seule Ukraine comme pont entre deux parties du continent Europe. Les enjeux stratégiques d'une telle idée dépassent l'Ukraine, tout de même que les enjeux de l'idée d'un seul pays Palestine-Israël avec un seul État ; ces enjeux stratégiques affirment la possibilité d'un monde sans troisième guerre mondiale.

Une des premières et principales tâches des militants communistes en Ukraine est tout d'abord de ne pas céder à l'obscurcissement de l'histoire du pays, obscurcissement engagé par la révolution Orange de 2004, et de lui opposer l'histoire véritable des faits tels qu'ils se sont réellement déroulés. Ce n'est qu'à condition d'un tel éclaircissement que d'autres tâches effectives pourront être pensées de l'intérieur du pays. D'où cette chronologie commentée, dont le but est de contribuer modestement à une telle éclaircie.

Préhistoire de Maïdan (2000-2014)

Intervention ukrainienne en Irak

- 28 novembre 2000 : scandale sur le président Ukrainien Koutchma qui aurait fait assassiner le journaliste d'opposition G. Gongadze. Des enregistrements de son garde du corps Mykola Melnychenko apparaissent.
- Courant 2002, Koutchma a vendu des radars militaires à Saddam Hussein.

De l'intérieur de l'Ukraine, cette intervention est très bien vue. Par contre, cette intervention est très mal vue aux États-Unis : elle indique la possibilité réelle que l'Ukraine non seulement ne fasse pas partie de l'Otan (comme les États-Unis le souhaitent) mais même qu'elle s'allie militairement à la Russie.

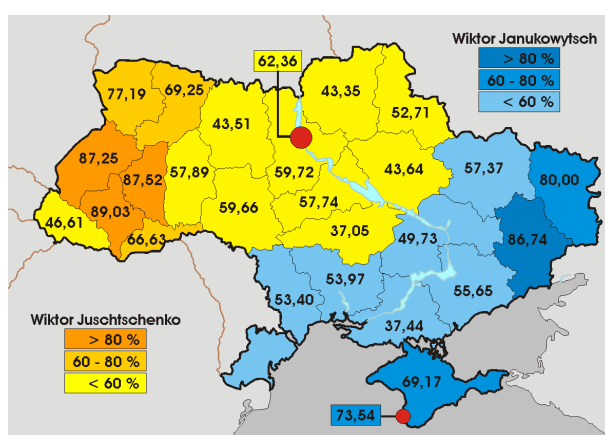
- 21-22 novembre 2002 : l'Ukraine de Koutchma est critiquée lors d'un sommet de l'OTAN à Prague.
- 5 juin 2003 : suite aux pressions exercées par l'Otan sur Koutchma, l'Ukraine intervient en Irak aux côtés des États-Unis.

Koutchma décide corrélativement de ne pas se représenter en 2004 et il désigne son successeur : Ianoukovitch, celui-là même qui sera destitué par le coup d'État de février 2014.

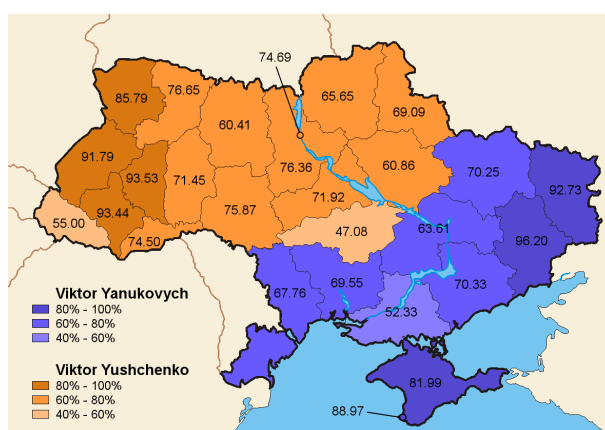
Tout ceci conduit à ladite « révolution orange » de 2004.

Élections de 2004 et « Révolution Orange »

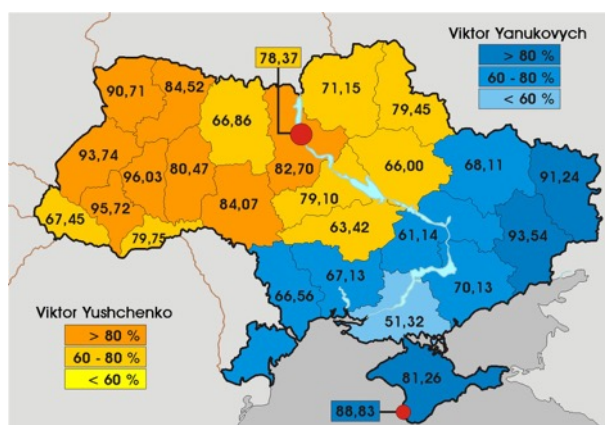
- 31 octobre 2004 : Premier tour de l'élection présidentielle. Iouchtchenko, candidat pro-ouest, et Ianoukovitch (candidat soutenu par Koutchma) passent au second tour, après un premier tour marqué par une énorme diversité de candidats et partis politiques. Au passage, cette diversité de candidatures renvoie à la grande diversité culturelle, ethnique historique de l'Ukraine, diversité qui constitue à la fois un atout du pays et une difficulté à le diriger politiquement. On voit sur les cartes suivantes que Ianoukovitch est dominant dans l'Est du pays, particulièrement dans le Donbass en Crimée, et que Iouchtchenko l'emporte à l'Ouest.



- 21 novembre 2004 : second tour. Ianoukovitch gagne par 100 000 voix. Le lendemain : manifestations qui débute la « révolution orange » laquelle, arguant d'irrégularités dans le vote, veut recommencer le second tour. L'organisme, censé annoncer la victoire de Ianoukovitch, refuse inconstitutionnellement de le faire et convoque un nouveau second tour.



- 26 décembre : nouveau second tour. Cette fois louchtchenko l'emporte.



Ce qui est étonnant entre ces deux seconds tours, c'est que les grandes variations de résultats se trouvent à l'Ouest et non pas à l'Est. Qu'est-ce qui permet de dire que ce n'est pas ce nouveau second tour qui aurait été corrompu plutôt que le premier ? Ce serait sans doute trop de dire que ce nouveau second tour constitue par lui-même un coup d'État (mais comment alors le nommer ?), mais les objectifs, moyens et méthodes employés pour refaire un second tour (qui n'avait pas satisfait l'Ouest) furent bien les mêmes qu'en 2014 : un organisme tenu par des pro-occidentaux décide unilatéralement de violer la Constitution du pays.

Ma position est que si la guerre civile va s'engager en Ukraine à partir de 2014, c'est de la responsabilité des gens qui ont porté louchtchenko au pouvoir : c'est bien lui qui fera du fasciste Bandera un héros national, c'est bien lui qui tolérera l'apparition de nombreux groupes d'extrême droite, de type néo-nazi, c'est bien lui qui va instaurer l'Ukrainien comme seule langue officielle de tout le pays.

2005-2010 - Iouchtchenko

- 23 janvier 2005 : Iouchtchenko commence sa présidence et nomme dès le lendemain Tymochenko premier ministre. Tymochenko est l'épouse conservatrice d'un oligarque du gaz ; elle a été emprisonnée sous Koutchma pour corruption ; elle campe sur des positions pro-Union Européenne (voir ses intérêts économiques liés aux affaires de ventes de gaz) et pro-OTAN (elle est contre le renouvellement de l'accès de la Russie à la mer Noire et a écrit en 2007 un article « *Containing Russia* » allant dans ce sens). Elle sera limogée le 8 septembre 2005 suite à de fortes tensions internes au gouvernement concernant des privatisations très agressives.
- 26 mars 2006 : élections législatives. Le parti des régions tenu par Ianoukovitch (le premier vainqueur des élections de 2004) arrive en première place avec 32.1% des voix et 186 sièges. Conflit.
- 4 août 2006 : Iouchtchenko choisit de cohabiter avec Ianoukovitch en le nommant premier ministre.
- 19 août 2006 : Youri Choukhevytch, membre du groupe de Helsinki, fils du combattant nazi Roman du même nom, et leader du groupuscule paramilitaire néo-nazi UNA-UNSO ¹, est fait « héros d'Ukraine ».
- avril 2007 : Iouchtchenko tente de mettre Ianoukovitch à la porte en dissolvant le parlement et appelant à de nouvelles élections législatives. Sa manœuvre échoue car Ianoukovitch reste à nouveau en tête des élections.
- 12 octobre 2007 : Roman Choukhevytch est fait à son tour « Héros de l'Ukraine » par Iouchtchenko. La Cour administrative du district de Donetsk demandera en octobre 2009 que cette décision soit annulée mais Iouchtchenko refusera.
- 18 décembre 2007 : Iouchtchenko finit par renommer Tymochenko premier ministre ; mais celle-ci rompt avec Iouchtchenko en septembre 2008 dans un contexte général de crise économique qui va rendre le pays ingouvernable.
- 22 juillet 2008 : annonce du futur accord économique entre l'Ukraine et l'Union européenne.

Iouchtchenko, qui avait été élu pour éloigner l'Ukraine d'un régime semi-autoritaire, va finir, dans son impuissance à écarter Ianoukovitch, par engager son pays dans un tel type de régime. Ainsi, la « révolution orange » n'en a pas été une : au lieu d'une révolution, on voit que sous Iouchtchenko une partie de l'oligarchie ukrainienne (et exemplairement Tymochenko et Porochenko) s'est convertie en businessman de l'Occident.

En 2008, la demande de l'Ukraine de rejoindre l'OTAN va aggraver les tensions internes et externes.

2010-2014 - Ianoukovitch

La « révolution orange » n'aura pas pris : en 2010 Ianoukovitch, qui aurait dû être président depuis 2005 si la « Révolution orange » n'avait pas eu lieu, finit par l'emporter largement aux élections, face à Tymochenko. Ceci traduit l'échec de Tymochenko à unifier un camp pro-occidental qui s'avère très divisé en trois candidats : Tymochenko, Iatseniouk et Iouchtchenko.

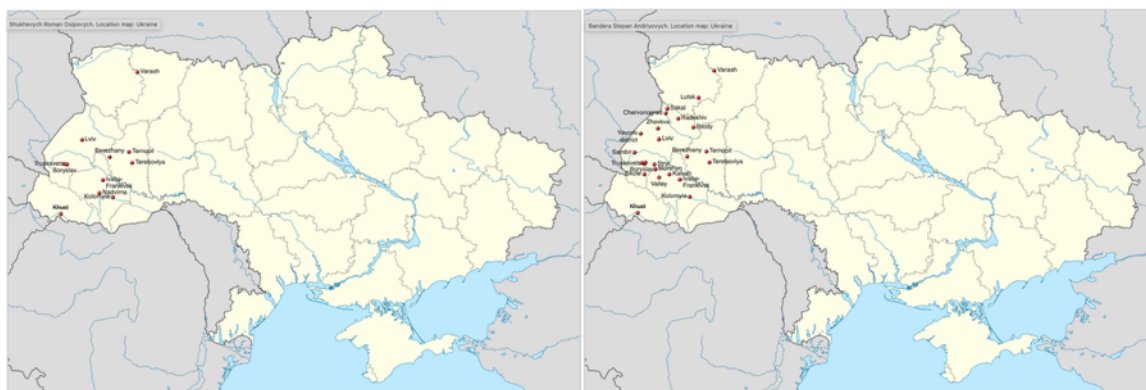
- 17 janvier 2010 : premier tour de l'élection présidentielle. Ianoukovitch (35%) devance Tymochenko (25%).
- 20-22 janvier 2010 : en plein entre-deux tours, Stepan Bandera, le fasciste de la seconde guerre mondiale ², est fait « Héros de l'Ukraine » par Iouchtchenko et Tymochenko.
- 7 février 2010 : second tour, remporté par Ianoukovitch (48.9%) contre Tymochenko (45.4%).
- 2 avril 2010 : Ianoukovitch rouvre la procédure engagée par la Cour de Donetsk en vue d'annuler la nomination de Bandera comme « héros ».

¹ C'est l'UNA-UNSO qui avait assuré la sécurité de Iouchtchenko et de Tymochenko lors de la révolution orange (*Far-right Group Flexes During Ukraine "Revolution"*, Associated Press, 1^{er} janvier 2005)

² https://fr.wikipedia.org/wiki/Stepan_Bandera

En réaction à cette perspective d'annulation, plusieurs villes de l'ouest de Ukraine vont faire des deux fascistes Roman Choukhevytch ³ et Stepan Bandera leur « citoyen honoraire ».

Villes ayant décidé en 2020 et 2011 de faire « citoyens honoraires » :



Roman Choukhevytch

Stepan Bandera

- 12 janvier 2011 : Ianoukovitch officialise l'annulation de la décision de faire de Bandera un « Héros » de l'Ukraine.
- 24 juin 2011 : Début du procès de corruption engagé contre Tymochenko pour signature avec la Russie de contrats sur le gaz.
- 2 août 2011 : Ianoukovitch officialise l'annulation de la décision de faire de Choukhevytch un « Héros » de l'Ukraine.
- 3-5 septembre 2011 : l'Union Européenne menace ⁴ l'Ukraine de rompre son projet d'accord économique en raison du procès de corruption engagé contre Tymochenko, lors même que les preuves qui l'implique sont manifestes.
- 11 octobre 2011 : Tymochenko est condamnée à sept ans d'emprisonnement. L'Occident condamne cet emprisonnement comme étant de nature politique. Tymochenko sera libérée le 22 février 2014 lors du coup d'État de Maïdan, et ira le jour même de Kharkiv à Kiev pour intervenir sur la place de l'Indépendance.

La situation est à l'époque celle-ci :

- À l'intérieur du pays, le bloc pro-occidental est très divisé : Tymochenko, le représentant du courant ouvertement pro-États-Unis, ne fait pas l'unanimité ; Tihipko et Iatseniouk jouent leur propre rôle dans le bloc. Un climat de pré-guerre civile se met en place.
- À l'extérieur du pays, l'Ukraine chavire géopolitiquement vers la Russie même si celle-ci, qui avait publiquement soutenu Ianoukovitch en 2004-2005, ne le fait plus en 2010.

³ https://fr.wikipedia.org/wiki/Roman_Choukhevytch

⁴ <https://archive.kyivpost.com/article/content/ukraine-politics/eu-ukraine-association-deal-might-hit-ratification-112197.html>

Euromaïdan et « Révolution de la dignité » (novembre 2013 - février 2014)

Débuts d'Euromaïdan (2013)

- 21 novembre 2013 : Ianoukovitch, par l'intermédiaire du Parlement, refuse ⁵ l'accord économique de l'Ukraine avec l'Union européenne [UE] au profit d'une proposition d'accord tripartite incluant la Russie (mais il ne précise guère les points envisageables d'un tel accord).

L'Euromaïdan débute sur la base d'une mobilisation d'étudiants. Les partis de Tymochenko, de Klitschko (*Alliance démocratique ukrainienne pour la Réforme*) et Tyahnybok (*Svoboda - Liberté*) vont rapidement en prendre la direction.

- 22 novembre 2013 : Poutine accuse l'UE d'être derrière l'Euromaïdan.
- 3 décembre 2013 : Première réunion entre Tyahnybok, Iatseniouk, Klitschko et les ambassadeurs occidentaux.
- 8 décembre 2013 : des partisans de Svoboda détruisent à Kiev la statue de Lénine. À Kharkiv, le maire annonce une collecte pour restaurer le monument.
- 10 décembre 2013 : l'UE refuse la proposition d'accord tripartite.
- 13 décembre 2013 : le premier ministre Arbutov demande une révision de l'accord économique avec l'UE laquelle refuse aussitôt. Ianoukovitch libère deux manifestants emprisonnés.
- 15 décembre 2013 : le sénateur américain John McCain vient faire un discours au stade d'Euromaïdan.
- 17 décembre 2013 : Poutine propose de réduire fortement le prix d'exportation du gaz.
- 31 décembre 2013 : 200 000 manifestants fêtent le nouvel an sur la place de Maïdan.
- 1 janvier 2014 : 15 000 hommes marchent en mémoire du fasciste Bandera.

Au total, il convient de distinguer l'Euromaïdan (21 novembre 2013 - 22 février 2014) de la « révolution de la dignité » (18-23 février 2014) qui va la suivre et non pas de considérer la « révolution de la dignité » comme la dernière séquence de l'Euromaïdan - les raisons de dissocier ces deux événements vont être éclaircies dans ce qui suit.

Février 2014 et « Révolution de la dignité »

- 4 février 2014 : diffusion sur Youtube ⁶ de la conversation téléphonique non datée de Victoria Nuland, secrétaire d'État adjointe américaine pour l'Europe, qui invite l'Union européenne à aller « se faire foutre » sur le dossier ukrainien. Ceci manifeste l'existence de profondes divergences politiques sur l'Ukraine entre les États-Unis et l'Union européenne

Iatseniouk se positionne en tête du triumvirat constitué avec Klitschko (UDAR) et Tyahnybok (Svoboda) pour l'avenir.

- 17 février 2014 : Le ministre des Finances russe Siluanov indique que la première tranche (deux milliards sur quinze) des prêts accordés à l'Ukraine le 17 décembre 2013 vont être versés dans la semaine.
- 18 février 2014 : 20 000 manifestants avancent vers le Parlement, exigeant un retour à la Constitution d'avant 2004. À Lviv, environ 1 200 armes (pistolets et Kalashnikov) sont saisies par un groupe de manifestants.

⁵ <https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2014-3-page-109.htm>

⁶ <https://www.youtube.com/watch?v=JoW75J5bnnE>

- 20 février 2014

- matin : massacre à Kiev de près de 50 manifestants et de 13 policiers par une sombre opération menée sous fausse bannière ⁷.
- 16h57 : le ministre de l'Intérieur Zakhartchenko annonce avoir signé un décret autorisant le tir à balles réelles sur les manifestants. Mais à cette heure le massacre précédent est déjà achevé. Le lendemain, le Parlement mettra le ministre à la porte ce qui fait que ce décret n'aura eu aucune effectivité.
- soir : Ianoukovitch se réunit avec des représentants d'Allemagne, de Pologne et de France à l'ambassade des États-Unis pour négocier un cessez-le-feu ; un représentant Russe est présent mais il ne signera pas l'accord tout en annonçant qu'il ne s'y oppose pas. En parallèle, le représentant de la Crimée Vladimir Kostantinov se rend à Moscou pour y parler de sécession ; la direction Tatar en Crimée déclare s'opposer à cette prise de position.

- 21 février 2014

- 14h50 : le conseil de la place Maïdan autorise l'opposition parlementaire (Iatseniouk, Klitschko, Tyahnybok) à signer au nom d'Euromaïdan des accords avec Ianoukovitch.
- 15h57 : avec l'approbation de l'UE et de la Russie, Ianoukovitch signe un accord de sortie de crise avec les dirigeants de l'opposition parlementaire, accord unanimement voté mais qui ne sera jamais appliqué. Cet accord porte sur un retour à la constitution d'avant 2004, sur des élections anticipées avant la fin de l'année, sur un repliement des forces de l'ordre du centre de Kiev et sur la libération immédiate de Tymochenko.
- 16h06 : le parti politique d'ultra-droite *Secteur Droit* ⁸ s'oppose publiquement à l'accord.
- 16h40 : le Parlement vote le retour à la constitution d'avant 2004.

Peu après, le groupe paramilitaire Parasyuk, qui se présente comme non-aligné, annonce sur l'estrade principale que son groupe armé (dont le bastion est à Lviv, là même où se trouvent les armes prises le 18 février) s'oppose à l'accord et donne un ultimatum : Ianoukovitch doit démissionner pour le lendemain matin, faute de quoi il agira « par la force » (sans préciser ce qu'il fera).

Ianoukovitch se dirige vers Kharkiv où un « Congrès des régions du sud-ouest et de la Crimée » est prévu : Ianoukovitch serait-il déjà en train de fuir ?

- 22 février 2014

- 10h : les manifestants arrivent à la résidence principale de Ianoukovitch ; la police a disparu de la capitale.
- 16h19 : dernière allocution télévisée de Ianoukovitch déclarant ⁹ qu'il reste Président, que toute décision du Parlement est illégale qu'il compte visiter quelques régions d'Ukraine avant de revenir à Kiev.
- 17h05 : Akhmetov, oligarque le plus riche d'Ukraine, souligne qu'une Ukraine unifiée est plus importante que jamais.
- 17h19 : le Parlement lance une procédure de destitution contre Ianoukovitch en arguant qu'il aurait déjà démissionné.
- 17h30 : Turchynov affirme par écrit que Ianoukovitch aurait démissionné mais il va bientôt se rétracter. Peu après, Ianoukovitch est destitué par le Parlement, justifiant la légalité de sa décision par le fait que Ianoukovitch serait « incapable d'exercer ses pouvoirs ». En

⁷ Voir le travail monumental d'Ivan Katchanovski : *The Snipers' Massacre on the Maidan in Ukraine*, et *Snipers' Massacre on the Maidan in Ukraine and Revelations from Trials and Investigations*.

⁸ https://fr.wikipedia.org/wiki/Secteur_droit

⁹ <https://archive.kyivpost.com/article/content/ukraine-politics/euromaidan-rallies-in-ukraine-feb-21-live-updates-337287.html>

parallèle, deux représentants de ce congrès Margelov et Pushkov déclarent ¹⁰ s'opposer au retour de la constitution d'avant 2004 car une telle décision devrait se faire par référendum et non pas par la voie parlementaire « en sorte de préserver le pays et non pas de le diviser ».

- 23 février 2014 : Ianoukovitch fuit en Russie à partir de Kharkiv.
Le parlement abroge la loi de reconnaissance des langues régionales (dont le Russe). Parallèlement des manifestations antimaïdan éclatent à Kharkiv, au sud-est et en Crimée.
- 24 février 2014 : Ianoukovitch est tenu responsable des massacres du 20 février. La Cour internationale de justice [CIJ] débute une enquête contre Ianoukovitch pour crimes contre l'humanité.
C'est le début de la guerre civile : à Sébastopol, le maire Osadchy (qui est contre la séparation de la Crimée) est remplacé par le pro-russe Alekseï Chalyi. La police refuse l'ordre central venu de Kiev d'arrêter le nouveau maire.
- 27 février 2014 : arrivée de l'armée russe en Crimée.
- 7 avril 2014 : prise de bâtiments administratifs à Donetsk et Louhansk (région du Donbass) et auto-proclamation des deux républiques séparatistes.

Points de bilan

- Bien que l'Euromaïdan se soit déroulé à l'instigation de l'Union européenne (qui cherchait des leviers pour ses propres négociations), la « révolution de la dignité » s'est par contre déroulée à l'instigation des États-Unis (qui visaient à empêcher tout accord tripartite UE-Ukraine-Russie).
- La base de l'Euromaïdan était constituée d'étudiants visant à s'émanciper des personnalités politiques liées « au passé » et de la vacuité de leurs positions politiques. C'est pour cette raison que le triumvirat a pu si vite et si facilement s'approprier l'Euromaïdan lors même que ce triumvirat représentait les intérêts des oligarques de toujours.
- La séquence 18-23 février 2014 constitue un coup d'État.
- Il est fort probable que plusieurs signataires de l'accord avec Ianoukovitch étaient cyniquement derrière le coup d'État.
- Ce coup d'État se cristallise autour du massacre de Maïdan le 20 Février 2014.
Ce massacre fut instigué, de l'intérieur du pays, par une partie de l'organisation de l'Euromaïdan, constituée d'oligarques pro-Européens et de factions d'extrême droite ¹¹ et, de l'extérieur, par des forces Occidentales dont manifestement les États-Unis.
- Le départ de Ianoukovitch provient d'un coup de force (et aucunement d'un départ volontaire comme on veut nous le faire croire) : alors que des accords de paix venaient d'être signés, c'est le paramilitaire d'extrême droite V. Parasyuk qui a fixé un ultimatum, le tout conduisant à la destitution de Ianoukovitch par le Parlement.
- Les oligarques, aussi bien pro-Russes que pro-Occident, semblent unanimement défavorables à une guerre civile.

Ce coup d'État a engagé un effet domino qui a fini par déboucher sur

1. une guerre civile au Donbass ;
2. un conflit armé entre la Russie et l'Ukraine ;
3. un conflit par procuration entre la Russie et l'Occident.

¹⁰ <https://jamestown.org/program/moscow-encourages-centrifugal-forces-in-south-eastern-ukraine/#.Vpdqa-%20JOLTtoA>

¹¹ Ceci a été attesté en Cours de justice par l'aveu ultérieur des snipers et par le témoignage d'une majorité des blessés survivants, témoignage corroboré par d'autres, par divers rapports balistiques et autres analyses...

- La guerre civile confronte deux parties de la population ukrainienne, dont le conflit politique est historique (son ordre de grandeur se compte en siècles) et géographique (voir la polarisation depuis la Révolution Orange).
- Le conflit armé Russie-Ukraine naît sur les braises de la guerre civile mais doit en être distingué : les enjeux n'en sont pas les mêmes.
- La logique russe dans ce conflit armé relève d'une posture impérialiste défensive : en tant qu'empire assumé, il voit rétrécir une partie de sa sphère d'influence, et face à cela il répond de façon stratégiquement défensive.
- Le conflit par procuration entre la Russie et l'Occident suit une logique impérialiste offensive, l'Occident tentant de faire entrer l'Ukraine dans sa sphère d'influence, rivalisant ainsi avec la Russie.
- Ce coup d'État se réalise en fait contre l'Union européenne car celle-ci avait tout intérêt à garder un accord avec l'Ukraine qui n'était pas antagonique avec la Russie (voir la perspective tripartite) et pouvait ainsi assurer l'approvisionnement en gaz russe. Si un tel accord était passé, le pouvoir des États-Unis sur l'Union européenne et sur l'Ukraine aurait significativement diminué et on sait, par la lecture du « Grand échiquier » de Brezinski qu'un tel tournant aurait été catastrophique pour la domination mondiale des États-Unis.

Il faut ainsi clairement distinguer la guerre civile, la guerre Ukraine-Russie et la guerre OTAN-Russie par procuration de l'Ukraine¹². Il faut également soigneusement distinguer les positions respectives. Pour résumer :

- Avant le coup d'État de 2014,
 - l'Union européenne n'avait aucun intérêt à un coup d'État mettant en danger leur accord avec la Russie sur l'approvisionnement en gaz ;
 - les États-Unis par contre avaient tout intérêt à un tel coup d'État, y compris sur la question du gaz ;
 - de leur côté, les oligarques Ukrainiens avaient intérêt à faire gagner leur camp (du côté russe ou du côté occidental) mais n'avaient pas intérêt au séparatisme.
- Après le coup d'État,
 - la Russie a eu tout intérêt au séparatisme ;
 - l'Union européenne comme l'OTAN se sont trouvés divisés sur ces trois guerres, et ce aussi bien sur un plan politique qu'économique ;
 - les oligarques pro-russes se sont trouvés forcés de se séparer de leurs entreprises dans les zones séparatistes.

L'après-Maïdan (février 2014 - février 2022)

Gouvernement de transition (22 février 2014 - 25 mai 2014)

- 21 mars 2014 : l'accord économique avec l'Union européenne est signé sans négociation des points que Ianoukovitch défendait (libre circulation UE-Ukraine et maintien de certaines douanes pour protéger l'agro-alimentaire Ukrainien). La concurrence pour le marché Ukrainien ayant été tranchée par la guerre Ukraine-Russie, l'Union européenne ne s'intéresse plus à l'unification de l'Ukraine et profite de sa faiblesse et de sa demande d'aide.
- 2 mai 2014 : Massacre d'Odessa. Au moins 42 manifestants anti-Maidan sont assassinés par des ultras. Tout est filmé mais personne ne sera jamais condamné. Pendant un jour entier, la police n'intervient pas sur le lieu du crime. Ce massacre sera applaudi par Secteur Droit et vu positivement par le candidat Porochenko. Tout ceci signe le déni collectif que l'État va enseigner aux Ukrainiens.

¹² Voir à ce titre l'étude d'Ivan Katchanovski *The separatist war in Donbas: a violent break-up of Ukraine?*

Porochenko (2014-2019)

- 25 mai 2014 : Porochenko gagne les élections présidentielles dès le premier tour.
Porochenko est un oligarque qui avait soutenu Koutchma en 1998, qui avait poursuivi sa carrière au cours des années 2000 dans le Parti des régions, fidèle à Koutchma, dont il était devenu vice-président. Il était devenu l'oligarque opérant en 2004 derrière la campagne de louchtchenko et contre-carrant l'influence de ses conseillers nationalistes.
- 2 juin 2014 : Porochenko envoie l'armée combattre contre l'Est séparatiste, en particulier par une campagne de bombardement. L'Union européenne, qui ne dispose d'aucun levier, se contente d'assurer un accord minimal sur le gaz avec la Russie.
- 27 novembre 2014 : Porochenko annonce vouloir relancer la procédure d'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN.
- 5 septembre 2014 : accords de Minsk I en douze points. Mais échec dès le 28 Septembre : les combats pour l'aéroport de Donetsk reprennent.
- 12 février 2015 : accords Minsk II en treize points, très proche de la proposition de Porochenko en quinze points faite le 20 juin 2014. Ces accords ne seront appliqués par aucun camp !
- 9 avril 2015 : la Rada approuve la loi de dé-communisation, rédigée par V. Viatrovitch et le paramilitaire néo nazi Youri Choukhevytch.

Viatrovitch est un historien révisionniste niant la participation de l'UPA et l'OUN aux massacres de Polonais et de Juifs dans la seconde guerre mondiale. Il défend Roman Choukhevytch comme constituant une « personnalité éminente » et il revendique la légalité d'afficher publiquement le symbole de la division SS galicienne.

Choukhevytch est élu à l'Assemblée nationale le 27 novembre 2014 jusqu'au 29 juillet 2019 sous l'enseigne du Parti Radical (extrême droite).

- 15 mai 2015 : Porochenko signe une loi de destruction et d'interdiction de tout monument communiste en Ukraine.
- 21 mai 2015 : cette loi passe au Parlement. En six mois, ces monuments sont détruits.
- 24 juillet 2015 : tout parti communiste Ukrainien est dissout.

Corrélativement, cette même loi dit que les anciens soldats ayant combattu pendant la seconde guerre mondiale sous l'insigne fasciste de l'UPA, de l'OUN, de la *Polissia Sich* et de la *Ukrainian People's Revolutionary Army* (UPRA) ont désormais le statut de vétérans de guerre et bénéficient donc des avantages liés à ce statut. Au 23 mai 2018, on décompte 1201 vivants parmi ces anciens soldats. Fin mars 2019, les premiers soldats sont faits effectivement vétérans.

- 1er septembre 2017 : entrée en vigueur effective des accords économiques Ukraine-Union européenne (les Pays-Bas ayant d'abord manifesté leur opposition par referendum à ces accords ont ensuite décidé de passer outre le résultat de ce referendum !).
- 25 novembre 2018 : incident du détroit de Kertch : trois navires Ukrainiens tentent de passer sous le pont de Kertch ; la Russie fait 25 prisonniers. Les tensions remontent. L'Occident réclame la restitution des bateaux et des prisonniers et l'accès aux ports de la Mer d'Azov (dont Marioupol).



- 28 novembre - 27 décembre 2018 : Porochenko applique une loi martiale sur tous les Oblast russo-phones.
- 21 février 2019 : modification de la constitution Ukrainienne pour permettre au pays l'adhésion à l'Otan et à l'Union européenne.

Durant toute cette période, les actions du gouvernement Porochenko puis celles de Zelensky banalisent les actions commises par des factions d'extrême droite (tels les pogroms entrepris contre des camps gitans en région de Kiev par des hooligans transformés en gardiens de l'ordre public). L'héroïsation de personnalités historiquement associées au passé fasciste de l'Ukraine a eu comme effet de légitimer de telles actions et, même si ces personnalités sont relativement distantes du pouvoir étatique effectif, tout ceci a des effets réels sur la population du pays et exacerbe la guerre civile engagée depuis le coup d'État de 2014, ne serait-ce que parce que tout cela est utilisé par la propagande russe pour caractériser le régime à Kiev comme néonazi.

Zelensky (2019 - février 2022)

- 31 mars et 21 avril 2019 : élection présidentielle en deux tours. Au premier tour, Tymochenko est éliminée de peu. Au second tour Porochenko n'est soutenu qu'à l'Oblast de Lviv et perd finalement largement contre Zelensky, qui profite apparemment d'un désir d'en finir avec l'establishment.
- 20 mai 2019 : prise de fonction de Zelensky.
- 7 septembre 2019 : retour des 25 prisonniers du conflit de Kertch (25 novembre 2018) à l'occasion d'un échange de prisonniers de guerre.
- 18 novembre 2019 : restitution des trois navires par la Russie.
- 9 décembre 2019 : déclaration conjointe de désescalade de la France, l'Allemagne, la Russie et l'Ukraine. Les accords de Minsk II restent la base officielle pour une désescalade.
- 12 décembre 2019 : le parlement Ukrainien vote une loi sur le statut des républiques autoproclamées. De tous côtés, ce vote est pris comme excuse pour entériner le non-respect des accords de Minsk.
- 12 juin 2020 : l'Ukraine rejoint le programme d'interopérabilité renforcée des partenaires de l'Otan.
- À partir du 8 octobre 2020 et jusqu'au début de l'invasion russe, Zelensky réaffirme l'importance d'une adhésion à l'Otan.
- 28 juin 2021 : des exercices militaires conjoints entre l'Ukraine et l'Otan sont menés en mer Noire.

Au total, Zelensky n'aura tenu sa promesse de désescalade que pendant quelques mois. Le prix à payer pour une alliance économique avec l'Ouest était bien sûr celui d'une alliance militaire qui constituait, selon les mots de Poutine, la dernière ligne rouge avant la guerre.

Invasion Russe (février 2022...)

Chronologie

Soulignons les principaux faits de l'année 2022.

- 24 février 2022 : début de l'invasion Russe.
- 27 février 2022 : la Biélorussie modifie sa Constitution pour pouvoir stocker l'arsenal nucléaire russe. Zelensky accepte une première rencontre de pourparlers à condition qu'elles se déroulent en territoire neutre. Dès le lendemain (28 février), une telle première négociation a lieu à la frontière entre la Biélorussie et l'Ukraine mais elle est sans issue.

Le reste des rencontres de négociation de paix se déroulent les 3, 7, 10, 14-17, 21, et 29-30 mars. Les points qui vont suivre en découlent.

- 3 mars 2022 : accord de mise en place de corridors humanitaires, mais pas de changement des objectifs stratégiques.

- 5 mars 2022 : l'ancien premier ministre israélien Naftali Bennet fait le médiateur en vue d'un cessez-le-feu. Selon Bennet, la partie occidentale le refuse. Assassinat du banquier ukrainien Denys Kireyev, l'un des négociateurs ukrainiens soupçonnés d'être un agent double des Russes.
- 7 mars 2022 : la perspective de cessez-le-feu semble se renforcer. Mais opération russe pour le contrôle de l'Est Ukrainien
- 10 mars 2022 : première rencontre des ministres des affaires étrangères d'Ukraine et de Russie, cette fois en Turquie, avec pour enjeu ponctuel l'avenir de la ville de Marioupol. Mais impasse à nouveau.
- 14-17 mars 2022 : première grande avancée par construction d'un plan en quinze points vers un processus de paix - la Russie serait prête à se replier si l'Ukraine abandonnait ses perspectives d'adhésion à l'Otan. Zelensky apporte son soutien à cette initiative. Le ministre français des affaires étrangères Le Drian accuse la Russie de faire semblant de négocier.
- 18-19 mars 2022 : vaste opération russe de contrôle du sud ukrainien.
- 21 mars 2022 : malgré l'impasse, Zelensky déclare vouloir parler directement avec Poutine, ce qui symboliquement signifierait un pas en avant dans le processus de paix.

Peu de mouvement du front dans les jours qui suivent.

- 29-30 mars 2022 : Le Drian et le premier ministre d'Estonie déclarent leur scepticisme sur toute perspective d'accord. Néanmoins, avancée significative : l'Ukraine serait prête à accorder à la Russie quatre points (dont l'abandon de l'entrée dans l'Otan et l'officialisation du Russe comme deuxième langue officielle) et en contrepartie la Russie réduirait ses activités militaires autour de Kiev et de Tchernihiv.
- 1^{er} et 5-7 avril 2022 : les forces russes se replient du front de Kiev puis du reste du front nord ukrainien qui retrouve ainsi ses frontières.
- 1er avril 2022 : entrée des forces Ukrainiennes à Boutcha et découverte des victimes.
- 6 avril : l'Ukraine soumet à la Russie une proposition de paix qui commence à s'écarter des perspectives avancées le 30 mars.
- 7 avril 2022 : Zelensky déclare publiquement sa volonté de poursuivre les pourparlers de paix et ce même en dépit de ce qui s'est passé à Boutcha ¹³. Fin du repli des forces Russes du front Nord, Le diplomate russe Sergueï Lavrov décrit la proposition ukrainienne du 6 avril comme inacceptable.

Avancées militaires russes sur le front Est.

- 9 avril 2022 : Zelensky réaffirme sa volonté de poursuivre les pourparlers ¹⁴. Rencontre le jour même entre l'ancien premier ministre britannique Boris Johnson et Zelensky. Johnson déclare que « Poutine est un criminel de guerre, qui devrait être mis sous pression plutôt que de négocier avec lui » et qui promet à l'Ukraine un "soutien à long-terme" lors même que la possibilité d'une négociation de paix reste toujours d'actualité.
- 12 avril 2022 : Poutine déclare que l'Ukraine a changé ses positions sur la Crimée et le Donbass, rendant ainsi les pourparlers en cours sans issue et assumant alors la perspective d'un conflit de long terme.
- novembre 2022 : Zelensky propose un plan de paix en dix points qui ressemble en tout point à une capitulation pour la Russie : retour aux frontières avant l'annexion de la Crimée, persécution pénale et rétributions économiques... Ces points de paix correspondent en fait aux objectifs militaires de l'Otan dans la guerre par procuration qu'elle mène contre la Russie et non pas aux objectifs propres de la guerre Ukraine-Russie. En outre ces points, par leur caractère militairement irréalisable, sont tournés contre le peuple Ukrainien.

13 <https://youtu.be/kKXoLqbP3NY?t=333>

14 <https://apnews.com/article/russia-ukraine-zelenskyy-kyiv-boris-johnson-business-24cd8742435251d9dd46bcc29302bd13>

Récapitulatif

On peut tirer de tout cela que la guerre Russo-Ukrainienne n'aura été la guerre principale que jusqu'en avril, que le conflit armé qui démarre après le 7 avril 2022 ne constitue pas une seconde phase de la guerre Russo-Ukrainienne mais bien une transition d'une guerre Russo-Ukrainienne vers une guerre Otan-Russie par procuration de l'Ukraine. Dans toute cette période, l'Ouest a, de manière opportuniste, utilisé le repli russe début avril 2022 pour en faire symboliquement la première offensive occidentale ayant pour objectif de fragiliser la Russie. En contrepartie, la Russie utilise tout ceci pour consolider son argumentaire visant à justifier l'invasion : il s'agit toujours pour elle de lutter contre l'Otan. Après l'invasion russe début 2022, la guerre civile prend une place secondaire ; la guerre Ukraine-Russie a eu la place principale début 2022, mais, à partir d'avril 2022, c'est la guerre OTAN-Russie par procuration de l'Ukraine qui domine.

• • •